La Micronésie : un espace toujours privilégié pour les États-Unis ?

10 mars 2024

La Micronésie est un espace géographique, conceptualisé au XIXe siècle par le voyageur Grégoire Louis Domeny de Rienzi, puis repensé par le navigateur français Jules Dumont d'Urville en 1832[1], qui compose l'Océanie, est située au Nord de celle-ci. Elle est formée aujourd'hui d'environ deux mille îles recouvrant une superficie terrestre de plus de 3 000 km², on parle ici d'une région habitée par plus de 540 000 personnes, et dont l'ensemble des Zones Économiques Exclusives équivaut à plus de 10 millions de km²[2]. Six États s'y trouvent : les Palaos, les États fédérés de Micronésie (EFM), les Kiribati, Nauru, les Îles Marshall, mais aussi les États-Unis à travers notamment Guam, Wake et les îles Mariannes du Nord.

Cette présence américaine en Micronésie n'a pour autant pas empêché la Chine d'étendre son influence en Océanie, profitant du délaissement par les occidentaux de cet espace depuis la fin de la guerre froide, particulièrement dans les années 2000[3]. La montée en puissance de la République Populaire de Chine (RPC), et l'avènement de la rivalité sino-américaine qui s'en suit, a poussé les États-Unis à réagir, à réinvestir le Pacifique, notamment avec la mise en place de sa stratégie « Indopacifique ». Une nouvelle vison géostratégique qui concerne donc la Micronésie, un espace sur lequel les États-Unis ont acquis une influence considérable depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les États-Unis, un acteur historique dans la région

Les États-Unis sont loin d'être un nouvel acteur dans le Pacifique, et encore moins en Micronésie. Effectivement, les Américains annexent Hawaï dès 1897, prennent Guam et les Philippines l'année suivante grâce à leur victoire sur l'Espagne, et récupèrent également ce qu'on appelle aujourd'hui les Samoa américaines en 1899.

Au même moment, l'Allemagne s'implique en Océanie (Samoa allemandes) et notamment en Micronésie en prenant possession des îles Marshall[4]. Mais la victoire américaine sur l'Empire japonais en 1945, qui avait envahi l'ensemble de la Micronésie, permet à Washington de s'établir sur la quasi-totalité des territoires composant cet espace (hormis Nauru et les Kiribati)[5].

Cette région a revêtu pour Washington une grande importance stratégique et militaire. En effet, la Micronésie a été le lieu où les États-Unis ont pu faire plusieurs essais nucléaires. La quatrième explosion nucléaire de l'histoire, et la première de l'après Seconde Guerre mondiale eût ainsi lieu sur l'atoll de Bikini dans les Îles Marshall en 1946[6]. D'autres essais suivront ensuite, comme aux Kiribati, mais aussi sur leur propre territoire micronésien comme l'atoll Johnston[7].

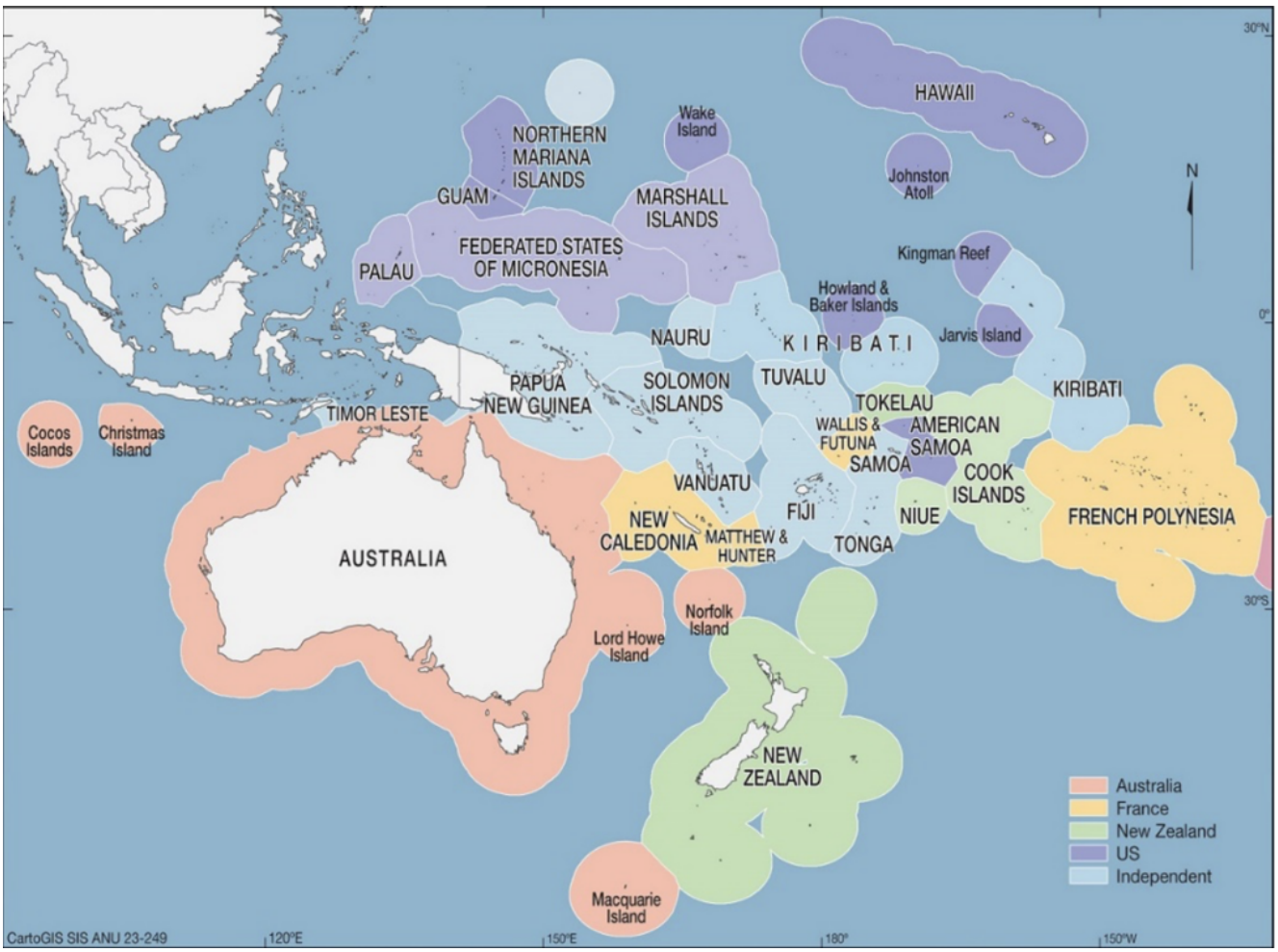
Finalement, les territoires sous tutelle américaine obtiendront l'indépendance, en 1986 pour les États fédérés de Micronésie[8] et les Îles Marshall[9], et 1994 pour les Palaos[10]. Dès leur indépendance, ces États signent des accords de libre-association ou « *Compacts of Free Association* » (COFA) avec leur ancienne métropole. À travers ces accords, ils offrent à Washington un accès unique en matière de défense et de sécurité, lui permettant de construire des bases sur leur territoire et d'empêcher les pays tiers d'utiliser leurs îles, leur espace aérien et leurs eaux territoriales à des fins militaires (on parle ici de droit de déni stratégique)[11]. Les États-Unis disposent donc d'un corridor reliant Hawai'i et Guam[12], leur facilitant le déplacement des troupes, du carburant et du matériel vers l'Asie en cas de conflit[13]. À travers les COFA, l'espace micronésien se retrouve de fait à la base de la stratégie Indopacifique des États-Unis.

En échange, les Américains ont l'obligation de défendre ces trois États micronésiens de toute attaque ou menace[14]. Mais ce n'est pas le seul bénéfice, les citoyens des États en libre-association ont accès à certains programmes et services américains, et sont libres de vivre et de travailler aux États-Unis sans visa[15]. Ces derniers peuvent également s'enrôler dans l'armée américaine. Sans compter les sommes financières que les COFA impliquent, Washington envoie ainsi vers ces États chaque année environ 360 millions $, faisant de ce dernier leur premier bailleur de fonds[16]. Ces accords et l'aide publique au développement américaine représentent une part non-négligeable du budget de ces États, impliquant de facto une certaine dépendance vis-à-vis des États-Unis[17]. Concrètement, il n'y a pas d'autres pays dans le monde qui ont des relations aussi fortes avec les États-Unis, comme le dit David Panuelo, ancien Président des États fédérés de Micronésie : « *Le fait que nos jeunes hommes et femmes servent dans les forces armées des États-Unis à un taux par habitant plus élevé que celui de tout autre État américain parle de lui-même* [traduction libre] »[18].

Rappelons également que Washington possède toujours des territoires dans la région. De fait, sont encore américains, Guam et les îles Mariannes du Nord, qui sont tous deux des territoires organisés non-incorporés des États-Unis, même s'il existe quelques différences institutionnelles entre eux. Guam est un territoire autonome qui n'est pas représenté au Congrès, avec son propre gouvernement et le Président américain pour chef de l'exécutif. Les îles Mariannes du Nord quant à elles ont une autonomie encore plus grande en sa qualité de *Commonwealth* (comme Porto Rico)[19].

Enfin, nommons les autres territoires américains de Micronésie que sont les îles Jarvis, Howland et Baker ; les atolls Johnston, Palmyra et Wake ; ou encore le récif Kingman[20]. Ceux-ci font partie de ce qu'on appelle les « îles mineures éloignées des États-Unis », des territoires qui n'ont pas de population permanente, à la manière des Terres Australes et Antarctiques Françaises.

Ainsi, les États-Unis, encore aujourd'hui, sont la puissance dominante en Micronésie comme l'illustre la carte ci-dessous. Les seuls territoires de cet espace qui ne sont pas directement sous influence américaine sont Nauru, et les Kiribati.



Pacific Islands Countries and the traditional partner relations

Source : Map courtesy of CartoGIS Services, Scholarly Information Services, The Australian National University

La Micronésie à l'heure de la rivalité sino-américaine

Toutefois, comme évoqué en introduction, la présence et l'attention américaine dans le Pacifique se sont affaiblies depuis la fin de la guerre froide en faveur d'une action plus appuyée au Moyen-Orient, ce qui a permis à la Chine d'étendre son influence en Océanie[21].

Les intérêts de la Chine en Micronésie peuvent se résumer à trois objectifs principaux : exploiter la position stratégique de la région, récolter des bénéfices économiques, et gagner un soutien diplomatique sur la scène internationale. Pour la RPC, il est essentiel de convaincre un grand nombre de pays de se ranger de

son côté pour obtenir l'appui de l'ONU sur certaines questions comme le traitement réservé à Hong Kong et au Xinjiang, ou encore Taïwan, ainsi que pour consolider le statut de la Chine en tant que leader mondial[22].

L'influence chinoise est donc certes surtout marquée en Mélanésie, mais on peut tout de même la souligner en Micronésie, notamment à travers la perte de soutien à Taïwan. En effet, en plus des États fédérés de Micronésie, les Kiribati ont rompu leurs liens diplomatiques avec Formose en 2019[23], tandis que Nauru, plus récemment, a fait de même le 15 janvier 2024[24].

Il faut dire que la Chine était libre de déployer des moyens dans ces deux États non associés aux États-Unis (ces derniers se concentrant surtout sur les Palaos, les EFM et les Îles Marshall[25]*).*

Concernant les Kiribati, le ministre des Affaires étrangères taïwanais, Joseph Wu, a affirmé le lendemain de sa rupture avec Taïwan : *« Selon des informations obtenues par Taïwan, le gouvernement chinois a déjà promis de fournir des fonds pour l'achat de plusieurs avions et navires commerciaux, convainquant ainsi Kiribati de changer de relations diplomatiques »*[26]. Quelles que soient les raisons de ce retournement diplomatique, cela donne un avantage géostratégique à la Chine considérable. De fait, la police chinoise travaille d'ores et déjà sur place[27], et la RPC compte participer à la construction d'installations portuaires sur l'île Kiritimati, pouvant potentiellement être utilisées plus tard à des fins militaires[28].

Concernant Nauru, certes, l'Australie reste de loin leur partenaire le plus important et lui apporte la majorité de l'aide publique au développement qu'il perçoit, mais comme pour le reste du Pacifique, Pékin ne déploie pas principalement son influence à travers ses aides financières. En réalité, un bailleur de fonds important dans la région, comme la Banque asiatique de développement, finance des projets d'aide au développement, qui sont ensuite mis en œuvre par des entreprises chinoises. Ainsi, dans les pays qui ne reconnaissent pas la RPC, ce sont ces entreprises qui agissent comme le bras diplomatique de la Chine, et qui ont ici participé à la rupture des liens diplomatiques entre Nauru et Taïwan[29].

La Chine ne s'est pas arrêtée là et a également mené des actions, parfois

d'envergure, vis-à-vis des États micronésiens associés à Washington. Par exemple, de 2010 à 2018, aux Palaos, Pékin y a créé une forte dépendance au tourisme chinois. Ainsi, en 2008, on y comptait 634 touristes chinois, en 2015, ils étaient plus de 91 000[30]. Puis, en novembre 2017, la RPC a interdit à ses citoyens de se rendre aux Palaos pour forcer ce dernier à ne plus reconnaître Taïwan (ce qui n'a finalement pas eu lieu)[31]. Cela a dévasté l'économie, et laissé des immeubles et des projets immobiliers vides partout dans le pays[32]. Soulignons également son implication dans les États fédérés de Micronésie, dénoncée en mars 2023 par David Panuelo à la fin de son mandat présidentiel, lorsqu'il a exposé les activités chinoises dans son pays telles que des opérations de renseignement clandestines, ou encore le soutien aux mouvements sécessionnistes[33].

La montée en puissance de la Chine et le déploiement de son influence dans le Pacifique, ont poussé les États-Unis à réaffirmer leur place dans cette région, et notamment en Micronésie. Pour y maintenir leur prédominance, les États-Unis s'appuient naturellement sur leurs propres territoires dans la région, et particulièrement Guam, où l'on comptait en 2021 plus de 7 000 soldats américains stationnés[34]. On peut également relever plusieurs dizaines de soldats américains dans les îles Mariannes du Nord, dans les États fédérés de Micronésie, mais aussi dans les Îles Marshall[35]. De plus, le Pentagone a annoncé l'année dernière l'implantation d'un radar de surveillance de l'espace aérien aux Palaos, qui devrait entrer en service en 2026[36].

Pour soutenir cet effort, l'enveloppe pour la *Pacific Deterrence Initiative*, décrite comme étant « un ensemble d'investissements et d'activités de défense prioritaires établis par le Congrès pour renforcer la dissuasion et la défense des États-Unis […] et contrer les menaces adverses dans l'Indopacifique en réponse à la puissance militaire croissante de la Chine [traduction libre] » par le *Congressional Research Service*[37], est passée de 4,68 milliards $ (2022) à 11,5 milliards $ (2023)[38]. De plus, Washington a organisé, fin septembre 2022, le premier « US-Pacific Summit », dans le cadre duquel a été annoncé une aide financière américaine de 810 millions $ aux pays insulaires du Pacifique (dont 130 dédiés pour lutter contre les effets du réchauffement climatique)[39]. Washington a ainsi bien compris que l'attractivité de la Chine dans le Pacifique est surtout due

aux bénéfices économiques qu'elle fait miroiter aux élites locales, notamment à travers des projets qu'elle finance dans le cadre des nouvelles routes de la soie, comme aux Kiribati ou dans les États fédérés de Micronésie[40].

La Maison Blanche a enfin dévoilé en septembre 2022 sa *Pacific Partnership Strategy*, dans laquelle est affirmée la volonté américaine d'ouvrir d'autres ambassades dans le Pacifique, et notamment aux Kiribati[41]. Dans ce document, la menace chinoise y est ouvertement nommée : « *[…] La pression et la coercition économique de la République populaire de Chine, qui risque de saper la paix, la prospérité et la sécurité de la région, et par extension, des États-Unis* [traduction libre] »[42]. Il y est également reconnu la nécessité pour les États-Unis de renforcer ses relations avec les Palaos, les Îles Marshall et les États fédérés de Micronésie, et de terminer les négociations sur les COFA avec ces trois Etats[43]. Seulement, ce sujet, sensible, aurait pu très sérieusement mettre à mal l'ancrage américain en Micronésie.

L'avenir des COFA suspendu au bon vouloir du Congrès

Ces derniers temps, ce n'est pas la Chine qui a remis en question la position américaine en Micronésie, mais les États-Unis eux-mêmes, en n'arrivant pas à renouveler les COFA. Rappelons que ces accords sont vitaux à la fois pour les Palaos, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, mais aussi pour Washington. Ils permettent aux archipels micronésiens de recevoir d'importantes sommes d'argent pour se développer et être protégés des ambitions chinoises, tandis que les États-Unis disposent en retour d'une position stratégique majeure.

Malgré cela, pendant des mois, ces accords ont été mis en danger. Les composantes financières et de services de ces derniers doivent effectivement être renouvelées périodiquement. Certes, les États micronésiens jouent sur la rivalité sino-américaine pour obtenir des conditions et des financements plus avantageux de la part de Washington[44], pourtant, la problématique ne provenait pas d'eux. En effet, ces composantes avaient déjà été convenues entre les États-Unis et les États librement associés (comme en mai 2023 pour les Palaos[45]), mais elles devaient

ensuite être adoptées par le Congrès américain[46]. Or, le problème ne venait pas d'une opposition de ce dernier, mais du contexte législatif américain, empêchant ainsi la mise au vote du renouvellement des accords par ledit Congrès, tentant alors de les faire voter au sein du *National Defense Authorization Act*, puis dans un budget d'urgence. Cela n'aura finalement pas lieu : d'abord pour des raisons financières, puis du fait de la difficulté à faire accepter un texte prévoyant de l'argent à la fois pour Israël, Taïwan et l'Ukraine (les COFA avaient donc finit par être enlevés du texte)[47].

Les États-Unis se sont donc retrouvés dans une situation où le renouvellement des composantes financières des COFA avaient des mois de retard, ce qui ne faisait qu'alimenter les craintes. En effet, pour les Palaos, la situation était urgente, l'accord de libre-association expirant le 30 septembre 2024. La situation économique de ce pays fait que, sans le financement américain, il serait dans l'obligation de faire des coupes budgétaires et se mettre à emprunter, le rendant ainsi plus vulnérable et sensible aux offres chinoises[48]. Déjà, les vols directs de Macao aux Palaos atterrissent presque tous les jours[49], de quoi rappeler ce qu'il s'est passé dans ce pays en 2017.

La crainte de ces trois États de finir sous domination chinoise est bien réelle, comme le montre une déclaration des Présidents de chacun dans une lettre adressée au Sénat américain : « *Bien que nous comprenions le retard dans l'approbation du projet de loi, cela a créé de l'incertitude parmi nos peuples. Bien qu'ils s'identifient aux États-Unis, qui gouvernaient autrefois nos îles, et qu'ils les apprécient, cela a donné lieu à des occasions indésirables d'exploitation économique par des acteurs politiques concurrentiels actifs dans le Pacifique* [traduction libre] »[50].

Certains relativisaient le risque en admettant que les composantes de défense et de sécurité des accords de libre-association n'étaient pas touchées par le processus de renouvellement. Les dispositions relatives à la défense sont conçues pour durer perpétuellement et n'ont pas besoin d'être approuvées par le Congrès[51]. Cependant, les États micronésiens peuvent se retirer de toutes les parties s'ils le souhaitent, et là est bien l'objectif de Pékin. Si les États-Unis ne renouvelaient pas les composantes financières des COFA, les gouvernements micronésiens n'auraient pu faire face à l'influence économique chinoise, et

auraient pu être forcés de sortir par la suite de la totalité de ces accords[52]. Ces pays, peu développés économiquement, se remettent encore des impacts de la pandémie de Covid-19 et sont de plus en plus menacés par le changement climatique (particulièrement par la montée des eaux), de ce fait, leur besoin de financement est très élevé[53].

Les dirigeants des États librement associés le savent et avaient donc tiré la sonnette d'alarme, comme Surangel Whipps Jr., l'actuel Président des Palaos, quand il explique que le dysfonctionnement du Congrès américain ne fait que donner « *plus de munitions* » aux « *concurrents* » des Américains[54]. Il souligne également que d'autres législateurs des Palaos commencent à remettre en cause les liens établis avec les États-Unis, et craignent que la militarisation des Palaos augmente la probabilité d'être embarqué dans un conflit de grande envergure[55]. Les impacts s'en sont fait déjà ressentir, ainsi, le Sénat des Palaos a pris des mesures en décembre 2023 pour empêcher un déploiement de missiles américains sur leur territoire[56].

Finalement, après des mois de retard, un nouveau projet de loi de financement, incluant le renouvellement des COFA, a été déposé le 3 mars 2024[57], accepté d'abord par la Chambre des Représentants, puis par le Sénat, et enfin définitivement signé par le Président Biden le 9 mars[58]. Seulement, même avec ces accords renouvelés, cet épisode a terni l'image des États-Unis, et a remis en cause la fiabilité américaine et son engagement dans le Pacifique[59]. Cela pourrait pousser les Palaos, les États Fédérés de Micronésie et les Îles Marshall à diversifier leurs partenaires, particulièrement si un tel scénario se répète dans les années 2040 lorsqu'il faudra, une fois encore, renouveler les COFA.

Conclusion

Alors que pendant des mois, l'ancrage historique américain en Micronésie était en danger, le renouvellement des COFA a permis d'assurer à Washington sa prédominance dans cet espace, notamment face à la République Populaire de Chine. Ce duel en Micronésie est plus que net, avec d'un côté les trois États micronésiens associés aux États-Unis (les Palaos, les États fédérés de Micronésie

et les Îles Marshall) qui restent donc attachés à Washington, et de l'autre les Kiribati et Nauru, qui ont très récemment rompu leurs liens diplomatiques avec Taïwan au profit de la RPC. Cependant, la fiabilité des États-Unis étant remise en doute, il va falloir que Washington donne des gages de sa volonté à continuer de soutenir les États micronésiens librement associés, et ce avant les élections présidentielles aux Palaos prévues en novembre 2024 (un pays qui reconnaît toujours Taïwan)[60]. Enfin, ajoutons à cela un autre élément, source d'incertitudes pour les États micronésiens, qui est la possible élection de Donald Trump aux États-Unis.

Alexis VIGNER, chargé de veille et rédacteur zone Asie

BIBLIOGRAPHIE

Articles

POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns », *The Diplomat*, 8 décembre 2023, disponible sur : https://thediplomat.com/2023/12/china-threatens-us-interests-in-micronesia-former-president-warns/

PASKAL Cleo, « US Congress' COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the 'Free and Open Indo-Pacific' », *The Diplomat*, 8 février 2024, disponible sur : https://thediplomat.com/2024/02/us-congress-cofa-delay-jeopardizes-a-key-element-of-the-free-and-open-indo-pacific/

Auteur inconnu, « L'île de Nauru rompt ses liens diplomatiques avec Taïwan, la Chine applaudit », *Le Figaro avec AFP*, 15 janvier 2024, disponible sur : https://www.lefigaro.fr/international/l-ile-de-nauru-rompt-ses-liens-diplomatiques-avec-taiwan-la-chine-applaudit-20240115

CHAPLEAU Philippe, « Dans le Pacifique, les États-Unis renforcent l'archipel de Palaos face aux ambitions de la Chine », *Ouest-France*, 4 janvier 2023, disponible sur : https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/joe-biden/l-archipel-de-palaos-monte-la-garde-en-micronesie-7bc25c72-8790-11ed-b61a-e8c348beb497

VARADA Pranay, « Micronesia: The Next US-China Battleground », *Harvard*

International Review, 6 décembre 2021, disponible sur : https://hir.harvard.edu/micronesia-the-next-us-china-battleground-2/

O'BRIEN Patricia, « COFA Collateral Damage and Its Consequences: A View from Palau », *The Diplomat*, 9 février 2024, disponible sur: https://thediplomat.com/2024/02/cofa-collateral-damage-and-its-consequences-a-view-from-palau/

NEEDHAM Kirsty, « Exclusive: Chinese police work in Kiribati, Hawaii's Pacific neighbour », *Reuters*, 23 février 2024, disponible sur : https://www.reuters.com/world/china/chinese-police-work-kiribati-hawaiis-pacific-neighbour-2024-02-23/

LYONS Kate, « US Announces Aid for Pacific, as It Tries to Combat China's Influence in Region », *The Guardian*, 30 septembre 2022, disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2022/sep/30/us-announces-aid-for-pacific-as-it-tries-to-combat-chinas-influence-in-region

EVANS Kyle, « Palau's Rejection of US Missile Deployment Catches Observers by Surprise », *ABC Pacific*, 12 décembre 2023, disponible sur : https://www.abc.net.au/pacific/programs/pacificbeat/palau-us-missile-refusal-surprises-political-observers/103222034

Auteur inconnu, « Marshall Islands – a Brief History », *RNZ*, disponible sur : https://www.rnz.co.nz/collections/nff-marshall/about-marshall-islands

BRANIGIN William, « INDEPENDENCE FOR PALAU ENDS U.S. SOVEREIGNTY OVER PACIFIC ISLANDS », *Washington Post*, 1 octobre 1994, disponible sur : https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1994/10/02/independence-for-palau-ends-us-sovereignty-over-pacific-islands/137a237b-c8fb-4d04-9232-7e5c5930ae97/

JOHNSON Blake, BROWN Greg, « China Lurks as Congress Stalls on COFA Funding Approval », *The National Interest*, 5 mars 2024, disponible sur : https://nationalinterest.org/feature/china-lurks-congress-stalls-cofa-funding-approval-209868

O'BRIEN Patricia, « Is This the End of the COFA Saga? », *The Diplomat*, 9 mars 2024, disponible sur :

https://thediplomat.com/2024/03/is-this-the-end-of-the-cofa-saga/

FREKING Kevin, « Biden signs a package of spending bills passed by Congress just hours before a shutdown deadline », *abc NEWS*, 9 mars 2024, disponible sur: https://abcnews.go.com/US/wireStory/biden-signs-package-spending-bills-passed-congress-hours-107963762

DAYANT Alexandre, « Kiribati : une victoire d'influence pour la Chine dans le Pacifique », *IRIS*, 29 juin 2020, disponible sur : https://www.iris-france.org/148180-kiribati-une-victoire-dinfluence-pour-la-chine-dans-le-pacifique/

Ouvrages

ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021

BAUTZMANN Alexis, FOURMONT Guillaume et MARGUERITTE Laura, *Atlas géopolitique mondial 2024*, Editions du Rocher, 2023

Documents officiels

« The Pacific Deterrence Initiative: A Budgetary Overview », *Congressional Research Service*, 9 janvier 2023, disponible sur : https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/FY2024/FY2024_Pacific_Deterrence_Initiative.pdf

« Pacific Partnership Strategy of the United States », *The White House Washington*, Septembre 2022, disponible sur : https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/09/Pacific-Partnership-Strategy.pdf

BLINKEN Anthony J., « Federated States of Micronesia Independence Day », *United States Department of State,* 2 novembre 2022, disponible sur : https://www.state.gov/federated-states-of-micronesia-independence-day-2/

Entretiens

Entretien avec Bastien VANDENDYCK (analyste en relations internationales,

enseignant la géopolitique du Pacifique à l'Institut Catholique de Lille) réalisé dans le cadre d'un précédent article le 17 novembre 2023

Entretien avec Alexandre DAYANT (chercheur au Lowy Institute à Sydney au sein du Centre de Développement de l'Indopacifique) réalisé dans le cadre de cet article le 7 mars 2024

---

[1] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Une création occidentale » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 17

[2] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Quelle représentation pour l'Océanie ? » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 13

[3] Entretien avec Bastien VANDENDYCK (analyste en relations internationales, enseignant la géopolitique du Pacifique à l'Institut Catholique de Lille) réalisé dans le cadre d'un précédent article le 17 novembre 2023

[4] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Les prises de possession à la veille de la Grande Guerre » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 31

[5] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « D'une guerre à l'autre » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 35

[6] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Un Pacifique dénucléarisé » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 78

[7] *Ibid.*

[8] BLINKEN Anthony J., « Federated States of Micronesia Independence Day », *United States Department of State,* 2 novembre 2022, disponible sur : https://www.state.gov/federated-states-of-micronesia-independence-day-2/

[9] Auteur inconnu, « Marshall Islands – a Brief History », *RNZ*, disponible sur :

https://www.rnz.co.nz/collections/nff-marshall/about-marshall-islands

[10] BRANIGIN William, « INDEPENDENCE FOR PALAU ENDS U.S. SOVEREIGNTY OVER PACIFIC ISLANDS », *Washington Post*, 1 octobre 1994, disponible sur : https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1994/10/02/independence-for-palau-ends-us-sovereignty-over-pacific-islands/137a237b-c8fb-4d04-9232-7e5c5930ae97/

[11] POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns », *The Diplomat*, 8 décembre 2023, disponible sur : https://thediplomat.com/2023/12/china-threatens-us-interests-in-micronesia-former-president-warns/

[12] PASKAL Cleo, « US Congress' COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the 'Free and Open Indo-Pacific' », *The Diplomat*, 8 février 2024, disponible sur : https://thediplomat.com/2024/02/us-congress-cofa-delay-jeopardizes-a-key-element-of-the-free-and-open-indo-pacific/

[13] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[14] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress' COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the 'Free and Open Indo-Pacific' »

[15] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[16] Entretien avec Alexandre DAYANT (chercheur au Lowy Institute à Sydney au sein du Centre de Développement de l'Indopacifique) réalisé dans le cadre de cet article le 7 mars 2024

[17] *Ibid.*

[18] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[19] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Contrôle de l'espace et imbrication des pouvoirs » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 58-59

[20] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « La souveraineté : une marchandise comme une autre » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 61

[21] *Op. cit.* Entretien avec Bastien VANDENDYCK réalisé dans le cadre d'un précédent article le 17 novembre 2023

[22] VARADA Pranay, « Micronesia: The Next US-China Battleground », *Harvard International Review*, 6 décembre 2021, disponible sur : https://hir.harvard.edu/micronesia-the-next-us-china-battleground-2/

[23] DAYANT Alexandre, « Kiribati : une victoire d'influence pour la Chine dans le Pacifique », *IRIS*, 29 juin 2020, disponible sur : https://www.iris-france.org/148180-kiribati-une-victoire-dinfluence-pour-la-chine-dans-le-pacifique/

[24] Auteur inconnu, « L'île de Nauru rompt ses liens diplomatiques avec Taïwan, la Chine applaudit », *Le Figaro avec AFP*, 15 janvier 2024, disponible sur : https://www.lefigaro.fr/international/l-ile-de-nauru-rompt-ses-liens-diplomatiques-avec-taiwan-la-chine-applaudit-20240115

[25] *Op. cit.* Entretien avec Alexandre DAYANT réalisé dans le cadre de cet article le 7 mars 2024

[26] *Op. cit.* DAYANT Alexandre, « Kiribati : une victoire d'influence pour la Chine dans le Pacifique »

[27] NEEDHAM Kirsty, « Exclusive: Chinese police work in Kiribati, Hawaii's Pacific neighbour », *Reuters*, 23 février 2024, disponible sur : https://www.reuters.com/world/china/chinese-police-work-kiribati-hawaiis-pacific-neighbour-2024-02-23/

[28] *Op. cit.* DAYANT Alexandre, « Kiribati : une victoire d'influence pour la Chine dans le Pacifique »

[29] *Op. cit.* Entretien avec Alexandre DAYANT réalisé dans le cadre de cet article le 7 mars 2024

[30] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress' COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the 'Free and Open Indo-Pacific' »

[31] O'BRIEN Patricia, « COFA Collateral Damage and Its Consequences: A View from Palau », *The Diplomat*, 9 février 2024, disponible sur: https://thediplomat.com/2024/02/cofa-collateral-damage-and-its-consequences-a-view-from-palau/

[32] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress' COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the 'Free and Open Indo-Pacific' »

[33] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[34] ARGOUNES Fabrice, MOHAMED-GAILLARD Sarah, VACHER Luc et MARIE Mélanie, « Etats-Unis et Union Européenne » dans *Atlas de l'Océanie*, deuxième édition, Editions Autrement, 2021, page 50-51

[35] *Ibid.*

[36] CHAPLEAU Philippe, « Dans le Pacifique, les États-Unis renforcent l'archipel de Palaos face aux ambitions de la Chine », *Ouest-France*, 4 janvier 2023, disponible sur : https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/joe-biden/l-archipel-de-palaos-monte-la-garde-en-micronesie-7bc25c72-8790-11ed-b61a-e8c348beb497

[37] « The Pacific Deterrence Initiative: A Budgetary Overview », *Congressional Research Service*, 9 janvier 2023, disponible sur : https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/FY2024/FY2024_Pacific_Deterrence_Initiative.pdf

[38] Op. cit. CHAPLEAU Philippe, « Dans le Pacifique, les États-Unis renforcent l'archipel de Palaos face aux ambitions de la Chine »

[39] LYONS Kate, « US Announces Aid for Pacific, as It Tries to Combat China's Influence in Region », *The Guardian*, 30 septembre 2022, disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2022/sep/30/us-announces-aid-for-pacific-as-it-tries-to-combat-chinas-influence-in-region

[40] ROUIAÏ N., « Course sino-américaine dans le Pacifique » dans *Atlas géopolitique mondial 2024*, Editions du Rocher, 2023, page 130-131

[41] *Op. cit.* LYONS Kate, « US Announces Aid for Pacific, as It Tries to Combat

China’s Influence in Region »

[42] « Pacific Partnership Strategy of the United States », *The White House Washington*, Septembre 2022, disponible sur : https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/09/Pacific-Partnership-Strategy.pdf

[43] *Ibid.*

[44] *Op. cit.* Entretien avec Alexandre DAYANT réalisé dans le cadre de cet article le 7 mars 2024

[45] *Op. cit.* O’BRIEN Patricia, « COFA Collateral Damage and Its Consequences: A View from Palau »

[46] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress’ COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the ’Free and Open Indo-Pacific’ »

[47] *Ibid.*

[48] *Ibid.*

[49] *Ibid.*

[50] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress’ COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the ’Free and Open Indo-Pacific’ »

[51] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[52] *Op. cit.* PASKAL Cleo, « US Congress’ COFA Delay Jeopardizes a Key Element of the ’Free and Open Indo-Pacific’ »

[53] *Op. cit.* POHLE Camilla, « China Threatens US Interests in Micronesia, Former President Warns »

[54] *Op. cit.* O’BRIEN Patricia, « COFA Collateral Damage and Its Consequences: A View from Palau »

[55] *Ibid.*

[56] EVANS Kyle, « Palau’s Rejection of US Missile Deployment Catches

Observers by Surprise », *ABC Pacific*, 12 décembre 2023, disponible sur : https://www.abc.net.au/pacific/programs/pacificbeat/palau-us-missile-refusal-surprises-political-observers/103222034

[57] JOHNSON Blake, BROWN Greg, « China Lurks as Congress Stalls on COFA Funding Approval », *The National Interest*, 5 mars 2024, disponible sur : https://nationalinterest.org/feature/china-lurks-congress-stalls-cofa-funding-approval-209868

[58] FREKING Kevin, « Biden signs a package of spending bills passed by Congress just hours before a shutdown deadline », *abc NEWS*, 9 mars 2024, disponible sur: https://abcnews.go.com/US/wireStory/biden-signs-package-spending-bills-passed-congress-hours-107963762

[59] O'BRIEN Patricia, « Is This the End of the COFA Saga? », *The Diplomat*, 9 mars 2024, disponible sur : https://thediplomat.com/2024/03/is-this-the-end-of-the-cofa-saga/

[60] *Ibid*.